



## ***L'Inde et le Népal***

*Revue de l'Inde no -1 -octobre 2005*

C'est à la frontière entre l'Inde et le Népal que se produit, il y a plus de 2500 ans, un événement qui va changer le visage de l'Asie et du monde : un jeune prince du nom de Siddharta naît dans un petit village de l'État des Sakyas au pied de l'Himalaya.

La reine Maya, épouse du roi Suddhodana, accouche à Lumbini, aujourd'hui situé au Népal. Quelques jours après sa naissance, l'enfant est ramené au palais royal de Kapilavastu à quelques kilomètres de là, dans ce qui est maintenant l'Inde.

Trente ans plus tard, assis sous un pipal et bien déterminé à ne pas bouger tant qu'il n'atteindrait pas l'Eveil, Siddharta médite longtemps. Des jours durant, il est assailli par toutes sortes de pensées hostiles et par Mara le roi de la mort lui-même, mais un beau matin, il parvient à l'Eveil. Son esprit est calme et serein, il est devenu le Bouddha, l'Eveillé, le Parfait. A partir de ce jour, son enseignement se répand peu à peu à travers l'Asie et atteindra même, plus récemment, l'Occident.

L'Inde et le Népal ont ce passé qui les unit. Non seulement ils partagent cet héritage bouddhiste, mais l'hindouisme leur est commun. Rappelons en effet que Népal est aujourd'hui la seule nation hindoue au monde.

Cet état sandwich entre l'Inde et le Tibet (aujourd'hui occupé par la Chine) a eu pendant des millénaires des contacts avec ses deux grands voisins.

En 1788, une première guerre entre les Gourkhas népalais et les Tibétains éclate durant le règne de Jampal Gyatso, le VIII<sup>e</sup> dalaï-lama (1758 – 1804). Ce dalaï-lama avait un tempérament religieux et ne s'intéressait guère à la politique. Il consacre l'essentiel de sa vie à la quête spirituelle et préfère laisser l'administration aux soins de son régent et de ses ministres. Sentant cette faiblesse, les Gourkhas attaquent le Tibet. Au Népal, les rois gourkhas viennent juste de succéder à la dynastie Mala, dont les souverains étaient bouddhistes. Une dispute à propos du taux de change et de l'utilisation de monnaies népalaises au Tibet sert de prétexte à l'attaque contre ce pays.

Les troupes gourkhas envahissent les districts méridionaux et ne se retirent que lorsque les chefs tibétains locaux s'engagent à payer un tribut annuel et signent un accord confirmant la validité de l'ancienne frontière.

Néanmoins lorsque le dalaï-lama est informé de ce traité, et surtout du tribut à payer, il s'y oppose, si bien que les hostilités reprennent en 1792. Les Népalais arrivent jusqu'à Shigatsé et saccagent le monastère de Tashilhumpo.

Le dalaï-lama doit alors appeler à la rescousse son disciple, l'empereur mandchou, et finalement un accord de paix est signé. Dans un édit gravé sur un pilier au pied du Potala à Lhassa, l'empereur met en garde les Tibétains contre les Britanniques. L'édit est révélateur en ce sens qu'il nous indique comment les Chinois voient les Tibétains: ils sont faibles, selon l'empereur, car consacrent trop de temps à la 'littérature':

*"On verra que les gens d'U [le Tibet central] ayant abandonné les conquêtes militaires, se consacrent uniquement à la littérature. C'est pourquoi ils sont devenus comme un corps sans vigueur. Cela n'est pas bon. Si un peuple abandonne ses desseins militaires et fait de la*

*littérature la principale de ses préoccupations, il devient incapable de préserver ses anciennes positions. Il convient de le savoir.*” La justesse de cette déclaration sera confirmée aux yeux de tous au 20<sup>e</sup> siècle lorsque le Tibet sera facilement envahi par la Chine maoïste.

A la fin du 18<sup>e</sup> siècle, un nouveau venu entre dans le ‘grand jeu’ himalayen : c’est l’empire britannique qui prend contact avec les autorités tibétaines, en particulier le Panchen Lama régnant sur le monastère de Tashilhunpo. Les Népalais ne voient pas d’un bon œil une alliance entre le Tibet et l’Inde britannique, leur royaume étant soudain pris en sandwich entre ces deux puissants voisins. Le roi gourkha lance un avertissement aux Britanniques : « s’ils songeaient à la guerre, les Népalais étaient fin prêts ». Il écrit même au Panchen Lama en priant le lama tibétain *“de ne pas avoir de liens avec les Firingis (Anglais) ou les Moghols, et de ne pas les laisser entrer dans le pays, suivant en cela les anciennes coutumes.”*

Mais les Britanniques n’entendent pas en rester là. En 1814, une expédition britannique de 34.000 soldats se met en marche pour annexer le Népal. Les Gourkhas ont toujours été de rudes combattants. Dans un premier temps, une force de 12.000 hommes a raison des Britanniques. Ce n’est qu’après de durs combats en 1815 et 1816 que les Britanniques réussissent à l’emporter. Un traité est signé en mars 1816, en vertu duquel les Britanniques peuvent avoir un résident à Katmandou. Kumaon et Gharwal sont cédés à l’Inde britannique, tandis que le gouvernement de l’Inde acquiert Simla pour en faire sa capitale d’été.

Toutefois le Népal n’est pas annexé par les Britanniques, car ceux-ci préfèrent établir des relations amicales avec ce pays en vue d’utiliser le soutien ainsi que les capacités militaires des Gourkhas à leurs propres fins.

Il est important de comprendre cette position stratégique du petit royaume ainsi que le lien militaire étroit qu'il a avec son voisin indien à qui il a fourni depuis près de deux siècles ses troupes d'élite ; le Népal en retire d'ailleurs toujours un important avantage économique (une partie des soldes des soldats gourkas retournant au Népal). Aujourd'hui comme hier, le voisin du nord est pour sa part toujours prêt à intervenir dans les affaires du royaume.

Lorsque les Britanniques se retirent du sous-continent, le Népal devient officiellement indépendant. La dynastie des Shah règne depuis 1768 sur le royaume tandis que la puissante famille des Ranas est, elle, responsable de l'administration et de l'armée. En novembre 1950, un conflit éclate entre les Ranas et les Shahs et le roi Tribhuvan pour sauver sa vie n'a d'autre recours que de se réfugier dans l'ambassade de l'Inde. L'ambassadeur refuse courageusement de livrer le roi aux Ranas, lui accordant l'asile politique sur ce petit territoire indien qu'est l'ambassade. Voyant que le coup d'Etat ne marche pas comme prévu, les Ranas font monter sur le trône le petit-fils de Tribhuvan, un enfant de 3 ans. L'Inde n'accepte pas ce diktat de Sumsher Jung Bahadur Rana, le puissant Premier ministre népalais. Trois mois plus tard, le roi Tribhuvan fait un retour triomphal dans son palais à Kathmandou. C'est ce même Tribhuvan qui, quelques années plus tard, devait inaugurer la première expérience démocratique du royaume.

Le bébé-roi, nommé Gyanendra, reviendra sur le trône 51 ans plus tard dans les circonstances les plus dramatiques que l'on puisse imaginer. Le 1<sup>er</sup> juin 2001, le prince héritier Dipendra, fils du roi Birendra (lui-même petit fils de Tribhuvan), ivre mort et armé jusqu'aux dents fait feu sur la famille royale réunie pour son déjeuner hebdomadaire. Les seuls qui échappent au carnage sont Gyanendra (l'ancien enfant-roi et frère du roi Birendra), et son fils Paras dont la

réputation de débauché n'est plus à faire. Après avoir tué plus de 10 personnes, le prince Dipendra se suicide et Gyanendra monte sur le trône, pour la deuxième fois.

Entre temps, le Népal est devenu une monarchie constitutionnelle. En 1990, en effet durant le Printemps de Kathmandou, de violentes émeutes populaires ont forcé le roi Birendra à promulguer une nouvelle constitution. En 2002, le journal *Le Monde* commentait : « *[en] 1990, les habitants du dernier royaume hindou de l'Himalaya avaient cru au grand soir, en ces temps où s'écroulaient murs et empires. Douze ans plus tard, tout le monde a déchanté et, depuis 1996, le Parti communiste népalais maoïste (CPN-M) a proliféré sur le terreau des désillusions et de l'amertume. L'économie est en berne, l'instabilité parlementaire permanente, la corruption endémique et la faillite de l'Etat quasi totale. D'ailleurs, le Parlement vient d'être dissous, de nouvelles élections sont prévues en novembre.* »

La montée du mouvement maoïste, un des derniers au monde se réclamant encore du Président Mao est l'évènement le plus marquant de la fin des années quatre-vingt dix. L'objectif des maoïstes : remplacer la monarchie constitutionnelle par une « république populaire ». Comme leur mentor chinois, ils disent vouloir distribuer les terres aux paysans, se débarrasser « des vieilles superstitions et des anciennes coutumes » telles que les croyances religieuses et chamanistiques ou encore le mariage trop précoce des adolescents.

Un maoïste du nom de « Jivan » expliquait au correspondant du Monde : « *Nous nous opposons aux vieilles superstitions qui maintiennent le peuple dans l'ignorance. Nous disons aux gens : ce sont là des pratiques et des pensées réactionnaires... Mais à ce stade du processus révolutionnaire, nous laissons le droit aux individus de pratiquer la religion de leur choix.* »

Ces maoïstes qui se parent de très beaux principes n'en commettent pas moins régulièrement meurtres et extorsions. Au mois de janvier 2005, poussés par le besoin de recruter de nouvelles troupes, ils kidnappent 1000 jeunes élèves avec leurs instituteurs dans deux écoles du Népal oriental. La plupart des élèves seront relâchés avoir reçu un briefing sur les bienfaits de la révolution maoïste, mais la semaine suivante, c'est le tour d'hommes d'affaires et de commerçants d'un autre district. D'après le journal népalais le *Rising Star*, ces maoïstes forcent tous les commerçants du comté de Doti à s'inscrire sur leurs listes : en d'autres termes, nul n'est exempt de payer des taxes au gouvernement révolutionnaire.

Cela fait bientôt dix ans que 50,000 soldats népalais, aidés par plus de 60,000 policiers et membres des forces paramilitaires, essayent de lutter contre des révolutionnaires maoïstes souvent mieux armés. La population est souvent prise entre deux feux. D'un côté un semblant de démocratie avec des politiciens corrompus qui ne peuvent s'entendre entre eux, de l'autre des troupes maoïstes, souvent composés de mineurs, qui font régner la terreur dans les campagnes et qui ont même à plusieurs reprises réussi à organiser un blocus économique complet de la capitale népalaise.

Pour le petit royaume himalayen, l'année 2001 sera une année historique à de nombreux points de vue. Nous avons mentionné le massacre du Palais royal. Autre événement d'importance : un mois plus tôt, le peuple népalais a voté pour la première fois au suffrage universel. Le 29 mai en effet, G. P. Koirala, leader du Congrès népalais, nommé Premier ministre, a formé le premier gouvernement démocratique depuis 1960. Malgré cette libéralisation, Koirala centralise tout de même beaucoup de pouvoirs dans ses mains,

détenant les portefeuilles des finances, des affaires étrangères, de la défense, de la santé et des affaires du palais.

Deux mois plus tard, à la suite de la mort tragique du roi de Birendra, les Népalais ont un nouveau gouvernement, le neuvième en onze ans. Le choix du parti du Congrès népalais, Sher Bahadur Deuba, est rapidement ratifié par le nouveau roi Gyanendra. Dans sa première déclaration, Deuba affirme : *« Je vais parler immédiatement aux partis d'opposition pour décider de la stratégie à suivre face au problème maoïste. Très bientôt nous aurons un dialogue avec les rebelles maoïstes. »*

Un mois plus tard, à la fin août, Sher Bahadur Deuba invite les rebelles maoïstes à des négociations ; il faut à tout prix mettre un terme à une insurrection qui depuis 1996, a déjà coûté la vie à plus de 1 800 personnes.

Septembre 2001 est le mois de l'espoir : on entrevoit enfin une possibilité de sortir du cercle macabre.

Les grandes puissances occidentales s'en réjouissent. L'Union européenne déclare : *« L'Union européenne se félicite du cessez-le-feu conclu entre le gouvernement du Népal et le Parti communiste népalais maoïste (CPN-M). L'Union européenne encourage les deux parties à préparer avec soin et dans un esprit constructif la deuxième série de négociations.*

*L'Union européenne demande aux deux parties de rechercher un règlement pacifique du conflit dans le cadre de l'Etat de droit, du respect des Droits de l'Homme et du pluralisme démocratique.*

L'Union européenne conserve quand même de sérieux doutes sur les intentions des maoïstes. En effet elle prend note *« avec préoccupation des informations, diffusées récemment, qui font état de nombreuses intimidations et extorsions à l'encontre de différents secteurs de la*

*société népalaise, ainsi que des demandes adressées par le Parti communiste népalais maoïste (CPN-M) à différents programmes de développement et organismes internationaux. L'Union européenne appelle les responsables à cesser immédiatement ces intimidations, afin d'instaurer une atmosphère constructive et propice au dialogue. »*

L'espoir ne sera que de courte durée : le 26 novembre, à la suite d'attentats commis par les rebelles maoïstes, qui ont fait près de 300 morts durant les jours précédents, le roi Gyanendra déclare l'état d'urgence dans tout le pays. Sher Bahadur Deuba se dit désormais résolu à combattre les maoïstes qui n'ont pas respecté le cessez-le-feu en vigueur depuis août ; ils sont maintenant officiellement déclarés « terroristes » par l'Etat népalais.

La situation ne fera qu'empirer durant les quatre années suivantes. *Le Monde* décrit ainsi les disciples népalais de Mao : « *Le silence de la montagne, l'absence d'hommes jeunes dans ce monde de femmes, de vieillards et d'enfants illustre bien l'impact de cette guerre. Les paysans de sexe masculin en âge de combattre ont été soit enrôlés, de gré ou de force, dans les rangs de la rébellion, soit sont partis chercher du travail à Katmandou ou en Inde. Les maos, eux, sont invisibles. Mais ils pêchent le poisson à l'explosif : les premiers insurgés se signalent ainsi par un bruit de bombe dans la rivière et ont l'apparence de joyeux adolescents en maillot de bain qui ramassent les truites mortes en riant... Le groupe se transforme rapidement en un détachement de maquisards, revolvers à la ceinture et pantalons kaki. Ils ont entre 13 et 19 ans. Certains ont participé aux derniers combats contre les casernes de l'armée. Les uns sont des magars, une ethnie locale, d'autres des « dalits », intouchables hindous qui voient dans la pensée de Mao le moyen de se libérer d'un injuste « karma ». Leur chef, rencontré plus tard et plus haut dans la montagne, a 34 ans, un*



*intellectuel à lunettes qui énonce sentencieusement la ligne officielle du parti. »*

Comme l'année 2001, 2005 semble devoir être une autre année difficile pour le Népal. Le 21 janvier une nouvelle fait la une des journaux en Asie du Sud. Le Bureau du Représentant du dalaï-lama au Népal est fermé par les autorités de Kathmandou. Le prétexte en est que le Bureau tibétain, qui fonctionnait depuis 1959 et faisait la liaison entre les milliers de Tibétains fuyant la répression au Tibet et le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies, fonctionnait sans le permis approprié. Excuse toujours facile en Asie du Sud où le nombre des permis et autorisations est souvent si considérable qu'il n'a pas été difficile pour les autorités népalaises de trouver quelque chose qui n'était pas en règle. Le fait est pourtant que ce bureau a fonctionné efficacement avec l'aval du gouvernement népalais et de l'ONU pendant plusieurs décennies. Plus de 1000 Tibétains se retrouvent alors en attente pour régulariser leur situation et obtenir des documents officiels pour voyager vers l'Inde où vit le dalaï-lama.

Il n'est pas difficile de deviner qui est à l'origine de cette décision soudaine du gouvernement népalais. Au début de ce 21<sup>e</sup> siècle, on voit à nouveau poindre les signes précurseurs du « Grand Jeu » du 19<sup>e</sup> siècle. La Chine, car sans nul doute Beijing est derrière cette décision précipitée de fermer le bureau tibétain, fait de plus en plus pression sur le Népal pour qu'il s'aligne avec elle.

L'an dernier déjà, l'ambassadeur chinois au Népal, Sun Heping a déclaré : *« Nous apprécions grandement que le gouvernement de Sa Majesté reste un défenseur de la politique « une seule Chine » ; qu'il comprenne combien est délicate la question du Tibet pour la Chine et qu'il ne permette pas à des activités anti-chinoises de prendre place sur le sol népalais. »*

Ces réactions chinoises indiquent le rôle que Beijing entend jouer dans le royaume himalayen.

Le 1<sup>er</sup> février 2005 voit plus grave encore : coup d'Etat au palais. Ce jour-là, sur décret royal, le gouvernement de Deuba est dissous, un grand nombre de politiciens arrêtés, et l'état d'urgence décrété. Gyanendra explique cette décision ainsi : « *Le gouvernement a échoué dans sa tentative d'organiser des élections pour avril 2005, n'a pas protégé la démocratie ni les biens et la vie des citoyens.* »

C'est une allusion bien sûr, à l'échec des négociations avec les maoïstes et au nombre grandissant de victimes du conflit (plus de 10 000 à ce jour).

En juin 2004, Deuba a été renommé au poste de Premier ministre, et le roi lui a donné deux objectifs : rouvrir les négociations avec les maoïstes et organiser les élections. Mais les politiciens népalais, souvent plus intéressés par leurs petites querelles intestines que par le bon fonctionnement de la démocratie, n'avaient pas permis à Deuba de mettre en route le processus électoral. Les principaux alliés de la coalition, le Parti communiste népalais et le Parti du Rastriya Prajatantra pensaient qu'il était dangereux d'organiser des élections sous la menace des maoïstes qui contrôlaient toutes les campagnes ; personne n'était pressé de se rendre aux urnes.

Le coup d'Etat du roi crée de sérieux remous dans la région. Dans les années à venir, il y a le risque de changer d'une façon irréversible l'équilibre des forces en Asie du sud.

Immédiatement après la prise des pleins pouvoirs par le roi, la plupart des « analystes » déclarent que cette action « ne peut conduire à la démocratie ». M. de la Palisse n'aurait pas raisonné autrement.

C'est une réaction similaire qui émane du gouvernement indien par la voix de M. Nawar Singh, son ministre des Affaires étrangères : « *Il est*

*souhaitable que des mesures immédiates soit prises pour relâcher les prisonniers politiques, les journalistes, les militants pour les droits de l'homme ; la liberté de la presse doit être restituée, la démocratie plurielle rétablie et tous les efforts pour trouver un consensus national doivent être mis en place. »*

Un autre communiqué du gouvernement indien déclare que « *ces développements constituent un très sérieux revers pour la cause de la démocratie au Népal, ce qui ne peut qu'inquiéter le gouvernement indien* ».

L'ironie, c'est que cette déclaration du ministre indien est faite alors qu'il est en route vers Islamabad, capitale d'un Etat qui, on le sait, n'est pas un modèle de démocratie. Mais comme souvent en politique, il y a deux poids, deux mesures pour les petits et pour ceux qui sont un peu plus gros.

Le Quai d'Orsay et l'Europe emboîte le pas à Delhi : « *A la lumière des récents événements au Népal, nous avons décidé avec nos partenaires européens de rappeler pour consultations les ambassadeurs de l'Union européenne résidents à Kathmandou.*

*Notre ambassadeur quittera donc temporairement le Népal ce soir pour Paris où il fera part aux autorités françaises de son évaluation de la situation. Le retour est prévu d'ici à la fin du mois.*

*Nous appelons une fois de plus toutes les parties concernées à agir dans le sens du rétablissement le plus rapide de la démocratie et à respecter les Droits de l'Homme et les libertés civiles. »*

Alors que tous, y compris Jack Straw, le ministre britannique en visite au Pakistan, s'offusquent de cette attaque contre la démocratie, il n'est venu à personne l'idée que le général-président Musharraf s'est élu lui-même au poste suprême, tout en gardant sur sa tête son képi de chef d'état major des armées.

Le plus grave pour l'Inde, c'est sa perte progressive d'influence sur l'Etat tampon himalayen et la présence de plus en plus visible de la Chine au Népal.

La Chine profite en effet du coup d'Etat pour fortifier sa position : c'est une « affaire interne » dit-elle. Son porte-parole déclare « *En ce qui nous concerne, le Népal est un voisin proche et paisible de la Chine. Nous espérons que le Népal atteindra la stabilité sociale et sera capable d'aboutir à un développement économique et à une réconciliation nationale. Dans la situation actuelle, nous respectons le choix du peuple du Népal sur le chemin du développement.* »

Un mois après le coup d'Etat royal, la Chine et le Népal célèbrent cinquante ans de relations diplomatiques. C'est l'occasion de réitérer la confiance et respect qui existe depuis toujours entre la Chine et le Népal. Visant sans doute l'Inde, toujours vilipendée par Kathmandou pour son attitude paternaliste, un communiqué de l'Agence Xinhua déclare qu'en dépit « des différences de taille, les deux pays se traitent mutuellement avec civilité et respect ». Beijing ajoute : « Même si les systèmes sociaux, la taille et la population ne sont pas les mêmes, les liens entre les deux pays sont dynamiques et sensibles aux besoins de l'autre. » Dans ce qui devrait être un avertissement à Delhi, Xinhua continue : « *La Chine et le Népal peuvent faire face au 21<sup>e</sup> siècle avec assurance. La Chine s'est attelée avec vigueur à développer ses régions occidentales. Avec cette stratégie en tête, elle a établi des lignes de chemin de fer, des routes et l'infrastructure nécessaire au transport de l'énergie, dans ses provinces occidentales y compris au Sin-kiang, au Tibet et au Yunnan.* »

Ces nouveaux moyens, s'ils favorisent les communications avec le Népal, ne peuvent être qu'un danger stratégique pour le grand rival indien. Au sud de l'Himalaya, on se souvient aussi de cette guerre de

1962 faisant suite à l'annexion du Tibet et au développement de l'infrastructure routière sur le Toit du Monde.

Un autre détail qui montre la proximité croissante entre la Chine et le Népal est l'ouverture en mai 2005 d'une liaison hebdomadaire directe par bus entre Kathmandou et Lhassa, la capitale tibétaine. D'après les sources chinoises, cette nouvelle liaison devrait promouvoir et renforcer les relations économiques et humaines entre les deux pays.

En mars 2005, alors que l'Inde boude le Népal et n'hésite pas à imiter les puissances occidentales qui ont décidé de couper l'aide économique et militaire à l'Etat himalayen, le ministre chinois des Affaires étrangères Li Zhaoxing fait une visite de deux jours au Népal pour y rencontrer le roi Gyanendra. Les spéculations vont alors bon train que la Chine, remplaçant l'Inde, va vendre des armes au gouvernement népalais pour continuer sa lutte contre les maoïstes. Néanmoins, au cours d'une conférence de presse, le ministre chinois affirmera que le sujet de la vente d'armes n'a pas été abordé lors de sa visite. Il n'en demeure pas moins que depuis le coup d'Etat, un rapprochement a eu lieu entre le Népal et la Chine et cela aux dépens de l'amitié ancienne et des traités traditionnels entre l'Inde et le Népal.

Les liens culturels et économiques qui existent entre les deux pays depuis le temps où le Bouddha sillonnait les routes du nord de l'Inde et du Népal sont toujours présents. Mais c'est aujourd'hui à Delhi de prendre les devants au lieu de s'attacher à des principes qu'elle ne respecte même pas pour ses autres voisins, en particulier pour le Pakistan.

Dans les mois à venir, l'Inde devrait renouer des relations cordiales avec le roi et utiliser ses relations privilégiées avec les partis politiques népalais pour lutter contre la menace maoïste, qui est de loin la plus dangereuse pour l'Inde. N'a-t-elle pas elle-même à faire face aux

attaques maoïstes dans les Etats du Bihar et de l'Uttar Pradesh, sans parler des naxalites en Andhra Pradesh qui, eux aussi, prônent la révolution permanente chère au Président Mao ?

Delhi devrait suivre le conseil de l'empereur de Chine et ne pas passer trop de temps à philosopher et faire la morale aux autres. Aujourd'hui, il serait plus important de prendre exemple sur le pragmatisme prôné par Deng Xiaoping : « Cherche la vérité dans les faits ».

Les faits disent que l'Inde doit apporter son aide au Népal en ces heures difficiles. Sa relation future avec Kathmandou en dépend.